Réponse du Conseil administratif du 1^{er} février 2023 à la motion du 5 juin 2018 de MM. Pascal Spuhler, Pierre Scherb et Jean-Philippe Haas: «Pour favoriser le commerce local, les marchés publics d'achat doivent être répartis de manière équitable».

TEXTE DE LA MOTION

Considérant que:

- la crise économique touche de manière générale les petites et moyennes entreprises (PME);
- ce sont toutes les PME établies sur notre commune qui créent le tissu économique de notre ville;
- ce sont les mêmes PME qui créent l'emploi;
- l'administration de la Ville de Genève est un client potentiel pour l'ensemble des PME genevoises;
- pour l'administration municipale la meilleure façon de faire tourner l'économie locale est de réinjecter son argent dans les marchés locaux;
- en prétendant respecter l'accord intercantonal, la centrale d'achat de la Ville péjore le marché local car elle explique prioritairement des critères d'économies et par conséquent les marchés sont octroyés à des entreprises étrangères dont certaines cassent les prix afin de pénétrer le marché local;
- les fournisseurs locaux en papeterie souffrent de cet état de fait depuis quelques années;
- si on peut comprendre les préoccupations générales d'économie de l'administration, nous pensons que priver nos entreprises de la possibilité d'emporter les marchés publics est une grave erreur stratégique et une fausse économie car au final c'est l'ensemble du tissu économique genevois qui est péjoré,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- que la Ville de Genève s'assure systématiquement de privilégier les critères sociaux, environnementaux et de proximité ainsi que de formation dans la formulation de ses appels d'offres dans la mesure du possible et dans ses achats sur invitations et en gré à gré;
- de veiller particulièrement à sélectionner l'offre économiquement la plus avantageuse mais de vérifier si l'offre n'est pas anormalement basse (rapport qualité/prix).

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

La Ville de Genève veut être exemplaire dans le cadre de ses achats et la problématique du commerce local est au cœur des réflexions autour des marchés publics pilotés par la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI), dans le respect de la législation en vigueur. Il sied de rappeler en effet que les critères dits «de proximité» sont formellement interdits dans les marchés publics. En revanche la CMAI intègre de manière systématique des critères sociaux, environnementaux et en lien avec la formation.

Par ailleurs le critère prix est fortement balancé par les critères dits de «qualité» dans l'objectif de privilégier l'offre la plus avantageuse plutôt que l'offre la moins chère. Généralement le critère prix pèse 30 à 40% et les critères qualité 60 à 70%. Dès lors la CMAI adjuge systématiquement au mieux-disant et pas au moins-disant.

Les statistiques des adjudications de la CMAI démontrent par ailleurs que la très grande majorité des marchés est adjugée à des entreprises genevoises (75% des adjudications) et suisses (91% des adjudications).

Enfin, lors des marchés de gré à gré ou d'invitation, les entreprises sélectionnées sont systématiquement genevoises (sauf exception motivée), justement dans le but de favoriser le tissu économique genevois.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

Le vice-président:
Alfonso Gomez